

Du 8 au 12 mai dernier, ce sont plus de 9 000 congressistes provenant des quatre coins du Québec, du Canada et même de l'étranger qui se sont réunis sous le thème « 100 ans de savoirs pour un monde durable » dans le cadre du 90^e Congrès de l'*Association canadienne-française pour l'avancement des sciences* (Acfas) organisé en collaboration avec l'Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique Montréal. Avec plus de 300 colloques et 600 communications libres, c'est tout un fourmillement d'activités que cette grande messe annuelle de la recherche scientifique a donné à voir au grand public par le truchement des médias.

Malgré trois éditions consécutives annulées ou chamboulées en raison des répercussions de la pandémie, la renaissance du congrès annuel de l'Acfas semblait, dans l'esprit de très nombreux scientifiques et journalistes habitués à y assister, aller de soi. C'est dire à quel point tant l'existence que la résilience de cette institution ayant pour mission de favoriser et de valoriser la recherche scientifique et la formation de chercheurs sont aujourd'hui tenues pour acquies. Pourtant, l'incapacité des scientifiques anglo-canadiens de se doter d'un organisme comparable à l'Acfas est un témoignage éloquent de ce qu'il est tout sauf aisé d'ériger une institution capable de jouer un rôle de catalyseur du développement d'une communauté de chercheurs et d'agir ensuite comme porte-parole légitime de celle-ci alors que leurs intérêts sont loin d'être toujours concordants.

À l'occasion du centième anniversaire de l'improbable Acfas, le sociologue des sciences Yves Gingras nous offre une édition revue, mise à jour, et significativement augmentée de son ouvrage paru en 1994 retraçant les étapes de la formation d'une communauté scientifique québécoise francophone. L'auteur met en évidence, avec une grande érudition, le travail inouï entrepris par une génération de patriotes audacieux, visionnaires et clairvoyants – avec au premier rang le Frère Marie-Victorin – pour promouvoir la culture et les professions scientifiques au Canada français, former des chercheurs hautement qualifiés et créer les conditions institutionnelles et sociales propices au développement de la recherche. Ces pionniers, à n'en pas douter, ont mis en terre dès les années 1920 et 1930 le germe de ce que leurs disciples et successeurs ont récolté au moment de la Révolution tranquille.

Le 14 février 1920 constitue sans contredit une journée marquante dans l'histoire de l'enseignement supérieur des sciences au Québec. C'est ce jour-là que fut sanctionnée la loi québécoise concrétisant l'autonomie de l'Université de Montréal dont l'une des premières expressions de son indépendance nouvelle consista à procéder à la fondation d'une Faculté des sciences. Afin de faire face à la concurrence de son ancienne succursale montréalaise, l'Université Laval lui emboîta le pas et constitua l'École supérieure de chimie. Dans la foulée, une myriade d'embryons d'associations disciplinaires vit le jour. Dans l'espoir de permettre à ces petites sociétés savantes vivochant les unes à côté des autres de mieux coordonner leurs efforts, le médecin radiologiste Léo Pariseau, de la Faculté de médecine, suggéra de provoquer leur fédération en créant une *Association canadienne-française pour l'avancement des sciences*. À l'instar de la *British Association for the Advancement of Science* (BAAS), fondée en 1831, et de l'*American Association for the Advancement of Science* (AAAS), créé en 1841, cet organisme aurait pour objectif de donner un puissant essor à la conquête des sciences par les Canadiens français en assurant d'une part l'éveil des vocations scientifiques et en stimulant, d'autre part, la recherche au sein des universités par la discussion collective des activités de chacun. Pour le dire avec les mots du Frère Marie-Victorin, il ne s'agissait en somme de rien de moins que d'une invitation à procéder à une mise en faisceau des modestes ressources de même qu'à une mise en valeur dans tous les domaines scientifiques des talents et des bonnes volontés. C'est, pour faire court, en réaction à l'impulsion originelle imprimée par Léo Pariseau que l'Acfas fut officiellement fondée lors d'un déjeuner-causerie présidé par le recteur de l'Université de Montréal, Mgr Vincent Piette, le 15 juin 1923. Toute Montréalaise fut-elle par ses origines, l'association avait, par le biais de ses fondateurs, des visées nationales qu'elle ne manquât pas d'exprimer et de chercher à concrétiser.

Les principaux points à l'ordre du jour des quelques dizaines de réunions tenues au cours de la première décennie d'existence de l'Acfas portèrent sur divers projets visant à éveiller et maintenir l'intérêt des étudiants pour les sciences de même que sur l'établissement de mesures visant à assurer une nette amélioration de l'enseignement des sciences à tous les ordres d'enseignement. La tenue, en 1933, du tout premier congrès de l'Acfas, où les scientifiques de toutes les disciplines furent invités à présenter les résultats de leurs recherches et à discuter de questions d'intérêts communs, marqua une nouvelle étape dans l'histoire de cette fédération de sociétés savantes francophones. Après dix ans d'actions structurantes menées derrière des portes closes, l'organisme fit pour ainsi dire son entrée dans l'espace public. Jouissant d'une visibilité accrue, l'association put faire connaître ses positions et, par voie de conséquence, s'établir graduellement comme un porte-parole des scientifiques francophones du Québec.

Alors que la BAAS et la AAAS purent toujours assumer pleinement leur identité respectivement britannique et américaine, il semble que l'Acfas ne put éviter d'être ponctuellement en proie aux sempiternels questionnements identitaires qui agitent l'âme des Québécois. S'il tombait sous le sens, au moment de poser les premiers jalons de ce qu'allait devenir l'Acfas, que l'objectif consistât à amener les francophones à embrasser davantage les carrières scientifiques et à se constituer en véritable communauté scientifique, vint un temps où la référence explicite au caractère francophone de l'Association commença à en faire sourciller plusieurs, si bien que l'idée fut avancée, dans l'espoir de faciliter la participation des scientifiques anglophones du Québec, d'expurger l'Acfas de toute référence à l'appartenance linguistique des scientifiques et d'ainsi la transformer en *Association canadienne pour l'avancement des sciences*. On ne peut que se réjouir de voir que les fausses bonnes idées de ces fossoyeurs à l'ouverture aussi douceuse que funeste soient restées lettre morte. Ce fut ensuite au tour du renvoi au « Canada français », perçu comme anachronique depuis les années 1960, d'être à la source d'une profonde remise en question. Alors que la mission de l'Acfas demeure fondamentalement ancrée au Québec et que ses ressources financières, ses racines et l'essentiel de ses membres proviennent du Québec, le souci de ne pas froisser les organismes subventionnaires fédéraux est si viscéral que l'organisation se décrit depuis 2014 comme agissant dans « l'espace francophone », lequel englobe à la fois le Québec, les autres provinces canadiennes et la francophonie internationale.

En rétrospective, il est indéniable que l'Acfas a vu les principaux objectifs que s'étaient fixés les pionniers, il y a de cela un siècle, se réaliser en bonne partie. La société québécoise peut désormais compter sur des organismes gouvernementaux dont la mission consiste à faciliter le développement de la recherche ainsi que sur une communauté scientifique mature et dynamique apportant une contribution significative à l'avancement des connaissances en publiant dans les revues consacrées à leur spécialité et de diffusion internationale. Quoi qu'il en soit, à la question quant à savoir si l'Acfas a encore, après cent ans d'existence, toujours raison d'être, Yves Gingras répond par un oui catégorique. Compte tenu du rôle de plus en plus prépondérant des gouvernements dans le développement scientifique et considérant que l'autonomie relative des chercheurs par rapport aux demandes immédiates de l'État ne peuvent être assurés « sans l'existence d'un organisme représentatif capable de rappeler constamment aux élus et à la population en général l'importance de la science tant des points de vue social et culturel que sur le plan économique » (p. 282-283), le sociologue des sciences est d'avis que le legs des Léo Pariseau, Marie-Victorin et Jacques Rousseau nous est aujourd'hui plus précieux que jamais.